

La faim : un fléau social



Les "pays de la faim" sont aussi souvent ceux de la guerre. Afghanistan.

L'opinion publique pressent confusément, mais justement, que la persistance de la faim dans nos sociétés d'abondance tient autant et sans doute davantage à l'injustice sociale qu'aux insuffisances de la nature.

Ce point de vue repose sur l'observation des progrès spectaculaires de l'agriculture et de l'élevage, alors que l'inégalité s'accroît dans le partage de la richesse et de la nourriture. Ceci vaut pour les populations les plus démunies du tiers-monde, aussi bien que pour le groupe grandissant des "exclus" des pays riches, qualifié de quart-monde, contraint de fréquenter les "restaurants du coeur" pour subsister.

Pourtant, les pays des régions tempérées comme le nôtre, ont bien su vaincre les famines séculaires et même, grâce à l'amélioration des rendements, dégager des excédents permanents de nourriture qu'ils ont le plus grand mal à écouler. A leur suite, dans les années soixante, l'Inde et quelques pays surpeuplés de l'Asie réussissent à éloigner la menace de la famine grâce à la mise en oeuvre de la "révolution verte".(*)

Jusqu'alors, l'histoire humaine voyait se succéder famines et sécheresses dévastatrices (les dix plaies d'Egypte, etc.), accompagnées de soulèvements populaires, les jacqueries à la campagne et les émeutes de la faim à la ville. Ainsi, lors des "journées d'octobre" 1789, l'insurrection des femmes de Paris, excédées par le manque de pain, contribua même, de façon décisive, à la chute de la monarchie en France.

Le désordre de l'économie mondiale

Aujourd'hui, les effets bénéfiques des progrès de l'agriculture et de la médecine se lisent dans toutes les statistiques, y compris chez les plus démunis : recul de la malnutrition, chute de la mortalité, allongement substantiel de la durée de vie, etc. De même, le niveau, considéré comme normal, d'un apport journalier d'au moins 2.000 calories par personne est atteint ou approché presque partout, à l'exception notable de l'Afrique subsaharienne.

Les données du combat contre la faim s'en trouvent donc en partie modifiées : alors qu'auparavant la cause majeure de la sous-alimentation provenait de l'insuffisance de la production vivrière, elle est à rechercher aujourd'hui dans le désordre de l'économie mondiale. Preuve en est donnée notamment par le spectacle des destructions massives de fruits, de légumes et de viande, dans les pays du Nord, par suite de surproduction ou de mévente.

Consommer ce qu'on sait produire

L'attention, trop exclusive, portée aux situations exceptionnelles de famine tend à faire oublier les situations ordinaires de malnutrition qui demeurent les plus meurtrières.

Dans son ouvrage, *Essai sur le principe de population*, publié en 1798, Malthus pensait que la croissance de la production alimentaire ne parviendrait pas à suivre celle de la population. Cette célèbre prédiction s'appuyait sur l'observation de la médiocrité des rendements agricoles de son temps. Elle pourrait s'avérer inexacte au regard des performances actuelles des producteurs de denrées alimentaires.

Une thèse souvent avancée selon laquelle la malnutrition ne trouverait plus son origine dans l'avarice de la nature, mais plutôt dans le manque de compétence de certains producteurs, connaît un succès grandissant. Cette présentation réductrice, popularisée par la malencontreuse récupération du proverbe chinois - selon lequel "au lieu de donner le poisson à celui qui a faim, il vaut mieux lui apprendre à pêcher" - laisse entendre que le principal obstacle au progrès provient de la faiblesse technique des agriculteurs des pays en développement, ce qui est tantôt une réalité, mais tantôt une grossière contre-vérité. On pressent bien que la solution du problème de la faim nécessite une combinaison de moyens diversifiés, aussi bien financiers et commerciaux que techniques.

Plus concrètement, les statisticiens fournissent des indications de plus en plus précises sur la situation dans les différents pays. Ils calculent notamment le nombre de calories quotidiennes disponibles par tête.

L'image de la consommation réelle

Mais à cette échelle planétaire, la mesure ne peut s'effectuer que par la division des disponibilités totales (production nationale, importations et aide) par le nombre d'habitants. On obtient ainsi une ration alimentaire moyenne, précieuse pour guider l'action, mais qui ne donnera que l'état des consommations théoriques et, en aucun cas, l'image de la consommation réelle. Car non seulement la conservation et la distribution des aliments coûtent très cher, mais encore elles s'accompagnent de pertes considérables concernant des produits très périssables comme le sont les aliments. De plus, le faible pouvoir d'achat des consommateurs des pays pauvres les prive souvent de la possibilité même d'acheter la nourriture disponible sur les marchés ou dans les magasins de détail.

L'exclusion alimentaire des pauvres

Les guerres civiles, qui sévissent partout et ravagent désormais une grande partie de l'Afrique, apparaissent comme les premières responsables de la faim qui, à son tour, entretient l'insécurité et la pauvreté. Il suffit, pour



De belles récoltes peuvent être perdues. Rizière au Burkina Faso.

preuve, de constater l'étroite corrélation entre la faiblesse du revenu, la forte mortalité infantile et le caractère dictatorial et corrompu des dirigeants.

A ces causes d'origine interne s'ajoutent le désordre de l'économie mondiale et le déclin de la solidarité. La crise économique, qui sévit depuis plus de dix ans, se traduit par la chute du revenu des ménages dans les pays en développement, liée à l'effondrement des cours des principaux produits d'exportation, comme le café et le cacao. Le poids d'une lourde dette s'y ajoute pour épuiser la trésorerie des particuliers et des Etats.

Cette faillite générale a conduit à la quasi-exclusion de l'Afrique subsaharienne du commerce mondial, au point qu'elle ne participe plus qu'à 1 % de la valeur des échanges internationaux. Parallèlement, les principes du libéralisme sauvage ont gagné les agences d'aide au développement, dont certaines des plus grandes avec les conséquences que l'on connaît. Ainsi, une partie importante des ressources précédemment consacrée à l'amélioration de l'alimentation, de la santé et de l'éducation est maintenant affectée au service de la dette. On assiste souvent à une inversion des mouvements de capitaux telle que les sommes d'argent versées par les pays pauvres aux pays riches dépassent les versements d'aide au développement. A dire vrai, cette aide s'analyse de plus en plus comme une subvention aux créanciers des pays développés pour leur permettre de récupérer leurs fonds.

Dans la pratique, les recommandations insistantes de la Banque Mondiale pour "assainir" l'économie des pays en développement portent notamment sur la suppression totale des subventions aussi bien au paysan

qu'au consommateur, au nom de la libre concurrence, ainsi que, par exemple, sur l'augmentation du prix de l'eau, au nom de la vérité économique !

La dernière Conférence internationale sur la nutrition a défini la sécurité alimentaire comme "l'aptitude d'un ménage à se procurer en permanence suffisamment de vivres pour que chacun de ses membres ait un apport alimentaire suffisant sur le plan quantitatif comme sur le plan qualitatif". Cette approche moderne du problème alimentaire introduit deux notions nouvelles : celle de la régularité et de la permanence et celle de la qualité de la nourriture, nécessaires à la survie et à l'activité normale.

La qualité et la quantité pour tous

Le système est ainsi fait qu'il privilégie encore plus les riches. Ainsi, les consommateurs pauvres, dont la ration est à base de céréales, entrent en concurrence directe avec les élevages industriels chargés de fournir la viande qui est surtout consommée par les plus nantis. Les nutritionnistes ont bien expliqué le fonctionnement de la chaîne alimentaire qui permet de transformer le végétal en animal, c'est-à-dire en viande qui sera finalement consommée par l'homme. Mais cette conversion s'opère avec un rendement très faible (il faut 7 calories végétales pour obtenir 1 calorie animale).



Les paysans souffrent des faibles prix de leurs produits. Récolte du café au Nicaragua.

Le temps est révolu d'une politique unique, appliquant partout les mêmes recettes. La meilleure connaissance des différences dans les modes de vie et de la variété des combinaisons alimentaires selon les sociétés, incite à mettre en oeuvre des mesures spécifiques, moins générales, mais plus ciblées.

Celles-ci veulent privilégier les groupes les plus vulnérables, comme les enfants de moins de cinq ans, ou les mères pendant la grossesse. Les priorités peuvent aussi concerner la lutte contre les maladies les plus meurtrières liées à la malnutrition, telles que les infections respiratoires ou les maladies diarrhéiques, responsables à elles seules de plus de six millions de décès annuels d'enfants.

Par ailleurs, la reconversion des mentalités et des politiques s'impose pour rompre avec la logique libérale d'exclusion économique des pauvres.

Plus simplement enfin, il convient déjà que chacun apprenne à mieux connaître les causes ordinaires de la malnutrition afin de mieux la combattre, qu'il s'agisse de l'aide privée (secours philanthropique, O.N.G) ou de l'action publique (aide au développement).

Ainsi l'opinion connaît bien les ravages causés dans le Sahel par la sécheresse ou les criquets, mais elle ignore souvent le risque de la "soudure" qui se traduit par l'épuisement progressif des réserves vivrières pendant la longue saison sèche qui précède les récoltes. Bien entendu, cette forme d'insécurité relève d'un phénomène naturel, en l'occurrence la pluviométrie, mais il existe des moyens connus d'y remédier durablement, soit par la mise en place de stocks de sécurité, soit par l'ouverture de crédits de soutien à la consommation pendant les mois de soudure. Une telle approche ne signifie pas le renoncement à l'aide d'urgence qui reste indispensable. Mais elle suppose une autre perception du risque alimentaire qui prenne en compte l'existence de la malnutrition ordinaire, la moins médiatisée, qui demeure, et de loin, la plus meurtrière.

Jean ROCH
Chercheur ORSTOM
Responsable de l'unité de recherche
"Maîtrise de la sécurité alimentaire"

(*) Cette révolution technique agricole est basée sur le contrôle de l'eau, le recours à des semences améliorées, à haut rendement, l'usage d'engrais et de pesticides. Initiée au Mexique, dans les années quarante, elle est introduite en Inde à la fin des années soixante, puis au Pakistan, aux Philippines ainsi que dans d'autres pays.

BIBLIOGRAPHIE

Banque Mondiale :
Rapport sur le développement dans le monde 1992, Washington, mai 1992.

CEPEDE (M.) :
La faim, Paris, PUF, Que sais-je ?,
4ème éd. 1983.

F.A.O., O.M.S. :
Documents de la Conférence
internationale sur la nutrition, Rome,
5-11 décembre 1992.

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: Bx 10137 Ex: 1

Les définitions de la faim

• **Sous-nutrition ou "faim calorique"** :
Résultat de l'insuffisance d'apport en énergie mesurée en calories (point de vue quantitatif).

• **Malnutrition** :
Ensemble des "faims spécifiques" : résultat des carences, c'est-à-dire du manque de l'un quelconque des éléments nutritifs indispensables au maintien en bonne santé (point de vue qualitatif).

• **Ration alimentaire** :
Quantité quotidienne d'aliments consommée par personne. La ration doit couvrir les besoins de l'organisme en quantité (calories) comme en qualité (principes nutritifs). Les nutritionnistes évaluent les besoins en calories par adulte et par jour entre 2.000 et 2.400 calories.

L'importance de la malnutrition chronique dans le monde

Près de 780 millions d'habitants des pays en développement, soit 20% de la population, n'ont pas les moyens de se procurer, chaque jour, la ration alimentaire de base indispensable à leur bien-être nutritionnel.

La géographie de la faim

La plupart des personnes qui souffrent de sous-nutrition et de malnutrition vivent dans les régions inter-tropicales chaudes, qui sont également les plus pauvres du monde.

Onze pays, tous situés dans l'Afrique noire subsaharienne, n'atteignent même pas le niveau de 2.000 calories par jour et par personne. En voici la liste, par ordre de gravité décroissante : Mozambique, Ethiopie, Somalie, Tchad, Burundi, Zaïre, Sierra Leone, Rwanda, Soudan, Angola et Namibie. La situation de la plupart de ces pays est même pire qu'en 1965, bien que certains, comme le Zaïre ou l'Angola, disposent de riches ressources naturelles (pétrole, métaux précieux). Tous ces pays, sauf la Namibie, sont ravagés par la guerre civile.

Fonds Documentaire ORSTOM



010010137

L'enfant, première victime de la malnutrition.

La dernière Conférence internationale sur la nutrition, qui s'est tenue à Rome du 5 au 11 décembre 1992, a rappelé que la malnutrition protéino-énergétique (soit celle due à la fois à un régime pauvre en calories et en protéines) frappe actuellement dans le monde quelque 190 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans, dont 150 millions en Asie, et 27 millions en Afrique. En outre, plus de 2 milliards de personnes, en majorité des femmes et des enfants, présentent une carence en un ou plusieurs micronutriments (surtout en fer, iode et vitamine A).

Les femmes qui souffrent d'un régime déficient, ont des nourrissons de faible poids (moins de 2kg 500). Environ 19 % des bébés qui naissent dans les pays du tiers monde ont un poids insuffisant.

On estime que la malnutrition a une incidence très importante dans les 12,9 millions environ de décès d'enfants de moins de cinq ans qui se produisent chaque année dans le monde.

Les famines dues à la guerre et à la sécheresse qui sévissent actuellement dans la Corne de l'Afrique (Somalie, Soudan, Ethiopie, Kenya), mais aussi en Afrique australe (Angola et Mozambique surtout) ainsi qu'à Madagascar,

comptent comme premières victimes les enfants. Dans ces situations d'urgence (qui touchent environ 23 millions de personnes), seule une aide alimentaire massive et régulière peut permettre à ceux-ci de survivre.

Mais il existe aussi la sous-nutrition et la malnutrition chroniques qui, dans les campagnes et les bidonvilles, entravent le développement de millions d'enfants et contribuent à leur mortalité. Tandis que la malnutrition accroît le risque d'infections et la gravité des maladies, à leur tour les infections épuisent les réserves du jeune enfant, diminuent l'appétit et la bonne absorption des nutriments et conduisent ainsi à la malnutrition. (voir sur cette question La Lettre n° 15).

■ Satisfaire les besoins essentiels

Pour l'UNICEF, les mesures à prendre pour combattre cette situation, concernent aussi bien le domaine de l'alimentation que celui de la santé ; le rôle de l'eau potable et de l'assainissement étant également décisifs, de même que celui de l'éducation.

L'UNICEF soutient de nombreux projets de jardins potagers familiaux ou communautaires dans les 130 pays où il est présent. Ceux-ci peuvent permettre aux familles d'accroître leurs disponibilités alimentaires. Grâce à ces jardins, mais aussi au petit élevage et à la pisciculture, les ménages ruraux peuvent disposer d'une source constante d'aliments nutritifs.

L'UNICEF aide aussi à implanter des jardins scolaires. Ils permettent aux élèves d'acquérir une expérience pratique et d'améliorer les menus des cantines.

Il n'est pas rare aussi que les ressources alimentaires soient disponibles mais ne soient pas toujours pleinement utilisées en raison des tabous alimentaires, ou de la méconnaissance des besoins

Directeur de la publication : D^r François Remy - Responsable éditoriale : Claire Brisset - Rédactrice en chef : Emmanuelle Gelzer - Photocomposition : HD Publishing - Tél. 43 20 44 61 - Impression : Dulac & Jardin - N° de commission paritaire : 72 103 GC - ISSN : 1152-7900 - Ce numéro comporte en encart un dépliant de quatre pages présentant les films et les vidéos diffusés par le Comité Français pour l'UNICEF.



"Soulager le travail des femmes". Corvée d'eau en Guinée.

spécifiques des jeunes enfants. D'où l'importance de fournir à l'école, à la radio ou dans les centres de santé une information sur les besoins nutritionnels et les moyens locaux de les satisfaire.

L'UNICEF, en collaboration avec l'OMS, apporte son soutien pour renforcer les systèmes de soins de santé pour la protection maternelle et infantile. La lutte contre les maladies infantiles par la vaccination contribue à améliorer la situation nutritionnelle des enfants. La promotion de l'allaitement maternel et la lutte contre les maladies diarrhéiques font également partie de cette stratégie.

La corvée d'eau, de bois, la longue préparation des repas représentent en milieu rural de très lourdes tâches pour les femmes. Dans la plupart des pays du tiers monde, ce sont les femmes qui se consacrent à la production vivrière. Les mesures qui contribuent à soulager le travail des femmes ont également des répercussions sur l'alimentation familiale. Ainsi, l'installation dans le village d'un point d'eau potable équipé d'une pompe contribue à réduire l'incidence des maladies infectieuses, mais permet aussi aux mères d'améliorer le niveau alimentaire de la famille. L'UNICEF soutient aussi de nombreux projets qui permettent aux femmes d'augmenter leur revenus, ceux-ci ont une incidence directe sur l'alimentation familiale. ■

ALLAITEMENT MATERNEL

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF poursuivent leur campagne pour la promotion de l'allaitement au sein et leur lutte contre les pratiques commerciales des industries de lait artificiel. Dans 122 pays, les représentants de ces industries se sont engagés auprès des instances gouvernementales pour cesser les distributions promotionnelles des préparations pour nourrissons dans les maternités et les hôpitaux. Source UNICEF New York, 2 février 1993.

DROITS DE L'ENFANT

La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant compte à présent 129 Etats parties. Les deux derniers pays l'ayant ratifiée sont le Cameroun et la République de Moldavie. (Voir sur ce sujet La Lettre n° 28) Source UNICEF New York, 29 janvier 1993.

CHILI

Les Chiliens aident les Somaliens. Le 21 janvier dernier, le président chilien, M. Aylwin, a remis au représentant de l'UNICEF un chèque de 1 million de dollars (environ 5 millions de francs), à la suite d'une campagne lancée dans le pays pour aider la Somalie. Source UNICEF New York, 26 janvier 1993.

SOMALIE

Avec une équipe importante (plus de 100 internationaux), implantée dans neuf localités, l'UNICEF poursuit son aide aux enfants somaliens. Il continue à ravitailler en aliments hautement caloriques, 17 hôpitaux, 58 centres de santé maternelle et infantile et 144 postes de santé répartis dans le pays et dont bénéficient environ 180 000 enfants malnutris. L'UNICEF a également remis en état et purifié des dizaines de puits permettant à environ 2 millions de personnes d'avoir accès à une eau saine. Il a aussi installé 440 latrines dans les camps et les postes de santé. En prévision des pluies d'octobre, l'UNICEF et l'organisation privée britannique, OXFAM, ont réussi à fournir des semences et du matériel agricole à plus de 11 000 familles dans le Sud du pays. D'autre part, les opérations d'approvisionnement des programmes de l'UNICEF vont être facilitées, grâce à la mise à sa disposition par le gouvernement indien d'un navire, avec un équipage de 170 membres, qui reliera le port kenyan de Monbasa avec les ports somaliens de Kismayo et de Mogadiscio. Source UNICEF New York, 12 février 1993.

MARS
1993

La Lettre

Comité français pour l'UNICEF 35, rue Félicien-David 75210 Paris Cedex 16



Numéro 29

15,00 F

DOSSIER DU MOIS

La faim : un fléau social

La Conférence internationale sur la nutrition, co-parrainée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), vient de se tenir à Rome, du 5 au 11 décembre 1992. Elle a analysé les plus récentes informations sur l'agriculture et sur l'état de santé des populations du monde et étudié les moyens de combler le fossé qui existe entre la capacité planétaire de production d'aliments et les irrégularités de la consommation alimentaire qui engendrent pour des millions d'êtres humains la malnutrition.



En Afrique Subsaharienne, l'agriculture vivrière souffre d'un manque de ressources humaines, techniques, commerciales et financières. Mauritanie.

EDITORIAL

Les nutritionnistes, qu'ils soient médecins ou agronomes, s'acharnent à constater, à tenter de dire - sans être entendus - que des centaines de milliers d'enfants ne pèsent pas le poids qui devrait être le leur à leur âge, qu'ils sont "émaciés", qu'ils ne grandissent pas comme il convient. Ils disent aussi que des centaines de milliers de femmes mettent au monde des enfants, dont le poids est insuffisant, moins de 2.500 grammes et beaucoup moins encore. Ceci les rendant difficiles à développer, les rendant plus vulnérables aux maladies. D'autres ont établi un repère éloquent : celui qui définit "le seuil de pauvreté" - on l'énonce : c'est le niveau de revenu au-dessous duquel il est impossible d'obtenir une alimentation adaptée au besoin nutritionnel. Là, à cette adresse, les pays non développés inscrivent en masse leurs populations. Mais ce qu'on dit moins, c'est que les pays hyper industrialisés paient un lourd tribut à cet indice, en particulier dans les immenses quartiers défavorisés des grandes villes américaines. Il est aujourd'hui évident que la nature et sa richesse spontanée, aidée par des prouesses technologiques applicables à tous les domaines de l'alimentation, ne sont pas responsables des désastres que sont la sous et la malnutrition. Par contre, c'est à ceux qui régissent les sociétés, à ceux qui règnent sur les productions et les échanges commerciaux à l'échelon national, régional, international qu'il faut adresser le blâme ... et l'appel à des actions concertées en faveur de tous ceux qui constituent l'humanité.

Dr François Remy
Président du Comité
français pour l'UNICEF

Abonnez-vous à La Lettre

100 F les 10 numéros

Nom :

Prénom :

Adresse :

Veillez renvoyer ce bulletin avec votre règlement (chèque postal ou bancaire) à l'ordre de l'UNICEF, à l'adresse suivante : Comité français pour l'UNICEF 35, rue Félicien-David, 75210 Paris cedex 16.

3713